



Samedi 7/1 de 9h à 19h :

Formation à la campagne des législatives, au siège du PCF.

Mercredi 11/1 à 13h30 :

Rassemblement de soutien à notre proposition de loi d'abrogation de la loi Travail, devant le Sénat.

Samedi 28/1 de 13h à 15h :

Initiative nationale pour les élections législatives, devant l'Assemblée Nationale.



Décidée lors de notre dernière AG, la Fête de la section RATP le 20 janvier doit marquer le lancement en grand de la campagne du PCF dans notre entreprise.

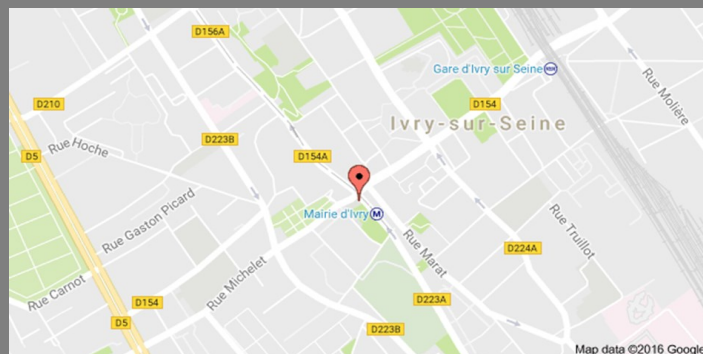
Des candidats du PCF aux législatives seront présents.

Nous voulons y faire venir largement nos collègues, les syndicalistes, les électeurs de gauche dans leur diversité.

Tu trouveras pour cela, joints à ce bulletin, quelques exemplaires du « flyer » pour proposer cette invitation autour de toi.

Vendredi 20 janvier à l'Espace Robespierre d'Ivry

2 rue Robespierre 94200 Ivry
Métro : ligne 7 - Mairie d'Ivry



Assemblée des communistes de la RATP à 17h00

Fête de la section à 19h00 avec repas fraternel

En présence de Pascal SAVOLDELLI,
candidat du PCF aux législatives

Participation au repas : 10€

Inscriptions auprès de M. Bignotti (06 12 67 29 69)

**Le Comité de section te souhaite de bonnes
fêtes de fin d'année et t'adresse ses meilleurs
vœux pour 2017**

Idées débattues à l'AG de la section RATP du 9/12

Quelques réponses aux questions que se posent les communistes sur la campagne de 2017

Alors comme ça, le PCF va faire la campagne de Mélenchon ?

Le PCF appelle à voter Mélenchon et va mener campagne en ce sens, mais une campagne propre et autonome, sur des problématiques chères au PCF et mises de côté, voire non traitées par Mélenchon et ses Insoumis. Pour nous, le fondamental, ce sont les idées et le programme. Notre programme, « *La France en commun* » est d'ailleurs dans la droite continuité de « *L'Humain d'abord* » du Front de Gauche de 2012.

On ne partage pas la vision de la France Insoumise, qu'est-ce que ça signifie ?

Ça signifie que, si nous pouvons nous retrouver sur une candidature commune autour d'idées et de valeurs, nous ne renonçons pas pour autant à notre programme ou à ce qui peut être gagné plus largement, en unissant d'autres composantes qui peuvent se retrouver contre la loi Travail et les politiques libérales en général.

Mais on n'a pas peur de diviser ?

Bien au contraire, la stratégie du PCF est de rechercher une unité des forces anti-libérales. « *Ensemble* » a essayé de rejoindre « *La France Insoumise* » pour soutenir JLM et la réponse a été : « *Dissolvez-vous en tant que structure et entrez individuellement* ». Nous considérons, au contraire, que des ponts peuvent être construits avec des individus et des structures politiques diverses dans le respect de leurs modes de fonctionnement, de leur identité et de leur volonté propre, à partir du moment où nous nous retrouvons sur des valeurs profondément à gauche sur les sujets clés, sans qu'aucun ne disparaisse au profit de l'autre. Nous construisons d'ailleurs des candidatures pour les législatives

en discutant avec toutes les forces anti-libérales, depuis l'aile gauche des Verts ou du PS jusqu'à la gauche « radicale » comme le NPA ou d'autres, suivant nos interlocuteurs locaux. Nous partons des réalités locales et de l'état d'esprit de ces forces. Il s'agit justement de notre force : rechercher le consensus sur le fond, sur le programme. Partout en France, nous allons nous battre pour le même programme, partout des forces nous rejoindront, pas les mêmes suivant les circonscriptions mais en fonction d'elles, pas de nous. Nous mènerons donc campagne pour nos idées partout.

Comment allons-nous mener la campagne à la RATP alors qu'une part importante des communistes a voté contre la candidature de Mélenchon ?

Notre stratégie c'est l'unité, plus de 90% des communistes ont voté pour la résolution qui porte la stratégie décrite ci-dessus. Et notre but, c'est notre projet. Pour nous, l'important c'est le message et le rapport de forces. Quand nous nous battons pour des projets industriels et pour sauver l'emploi comme sur le site de Championnet par exemple, il s'agit d'une lutte très concrète, mais aussi très politique, sur les thèmes « *Quelle industrie voulons-nous ? Quel Paris voulons-nous ?* ». Les communistes sont conscients de ça, quelle que soit leur position sur Mélenchon, et ils savent que nous partons toujours du concret pour changer le système. Le vote JLM n'est pas un ralliement, c'est le moyen choisi par une majorité d'adhérents pour avancer sur le chemin que nous nous sommes fixé tous ensemble : celui du rassemblement le plus large possible des forces anti-libérales pour mener la transformation sociale et aider les luttes.

Les élus PCF agissent

Au Sénat contre la spéculation immobilière

Une proposition de loi déposée fin octobre 2016 par les élus PCF visait à garantir dans un périmètre de 400 mètres autour des gares nouvelles du Grand Paris, pour toute nouvelle construction de plus de 12 logements, une proportion minimale de 30% de logements sociaux.

Ce texte aurait permis de combattre la spéculation foncière qui s'accroît autour des gares et qui rejette toujours plus loin des centres urbains les populations les plus fragiles. Seuls les élus PCF et Ecologistes ont voté pour cette proposition, qui n'a donc pas été adoptée. La droite, le PS et le FN ont voté contre.

672 000 demandeurs sont toujours en attente d'un logement social.

A l'Assemblée nationale pour le financement du transport public

En décembre, dans le cadre du vote du budget 2017, les députés PCF ont déposé un amendement pour augmenter les recettes du « Versement transport » payé par les entreprises, en portant son taux à 3% à Paris et dans les Hauts-de-Seine, là où sont basées les grandes sociétés qui affichent les bénéfices les plus élevés. Le but étant de dégager les ressources financières supplémentaires indispensables au bon fonctionnement du Service public de transport en Ile-de-France.

Cet amendement a été repoussé, les autres élus, toutes tendances confondues, votant contre.

... et pour le financement du plan vélo en Ile-de-France

Un autre amendement des mêmes députés PCF visait à favoriser l'usage du vélo, en résorbant les 100 principales coupures urbaines et en réalisant 4 400 kilomètres de réseau structurant. Pour financer ces travaux, le texte prévoyait d'augmenter la taxe sur les parkings.

Là aussi, cet amendement a été repoussé à la demande du gouvernement.



« La France en commun »
le programme de gouvernement
en 7 axes défendu par le PCF

Consultable sur
<http://section-ratp.pcf.fr>

Tracts, communiqués, rapports, analyses, propositions...
retrouve tous les documents de la section sur le site :

www.section-ratp.pcf.fr

